



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Soixante-dix-septième session

Rome, 10-11 décembre 2002

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE DU PÉROU

POUR LE

**PROJET DE RENFORCEMENT DES MARCHÉS ET DE DIVERSIFICATION DES
MOYENS D'EXISTENCE DANS LA SIERRA MÉRIDIONALE**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA au Pérou	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pérou	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	14
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I.	COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II.	PREVIOUS IFAD FINANCING (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA)	2
III.	LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV.	ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	6
V.	FLOW OF FUNDS (SCHÉMA DE FINANCEMENT)	7
VI.	ANÁLISIS DE GÉNERO (ANALYSE DE LA SITUATION DES FEMMES)	8

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Nouveau sol (PEN)
1,00 USD	=	3,45 PEN
1,00 PEN	=	0,29 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

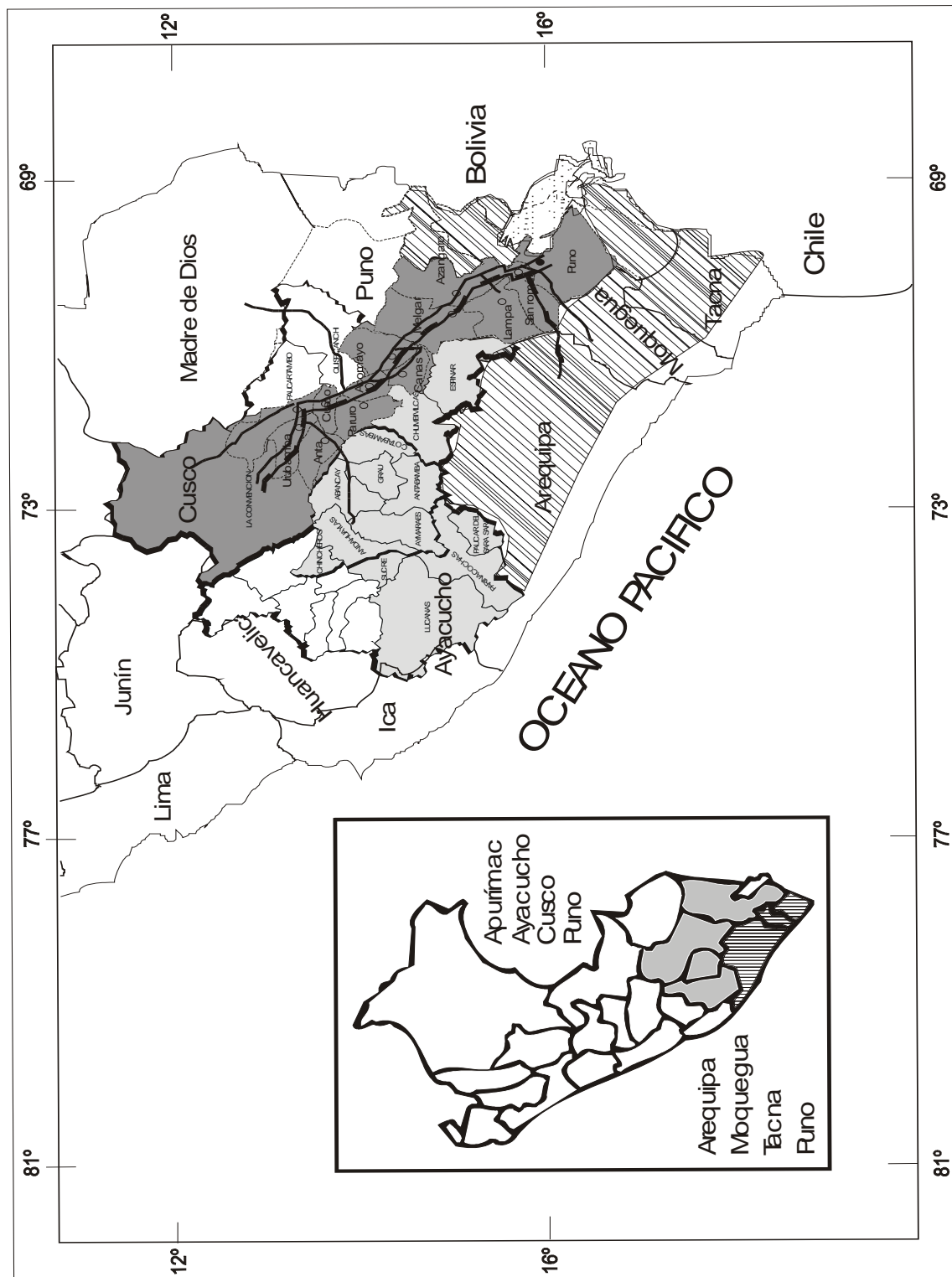
AECI	Agence espagnole de coopération internationale
FONCODES	Fonds national de compensation et de développement social
GTZ	Office allemand de la coopération technique
IFI	Institutions financières intermédiaires
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MARENASS	Gestion des ressources naturelles de la Sierra méridionale
PIB	Produit intérieur brut
SAD	Société andine de développement

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DU PÉROU

PROJET DE RENFORCEMENT DES MARCHÉS ET DE DIVERSIFICATION DES MOYENS D'EXISTENCE DANS LA SIERRA MÉRIDIONALE

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République du Pérou
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Fonds national de compensation et de développement social (FONCODES)
COÛT TOTAL DU PROJET:	21,7 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	12,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,9 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	18 ans, y compris un différé ¹ d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	1,2 million de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	4,5 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Société andine de développement (SAD)

¹ Conditions similaires à celles du prêt précédent, approuvé en 1997, concernant le projet de développement du couloir Puno-Cuzco (467-PE).

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires?

La population de la zone du projet comprend environ 120 000 ménages, dont 81% vivent en milieu rural. Il s'agit principalement de populations autochtones Quechuas ou Aymaras dont 87% sont pauvres ou extrêmement pauvres. Les bénéficiaires visés sont les communautés paysannes autochtones, les pasteurs des hauts plateaux, les petits paysans et les exploitants de micro ou petites entreprises dans les petits centres urbains et les villages, dépourvus d'infrastructures et aux services financiers limités. Ces groupes sont pauvres d'après toutes les normes puisqu'ils n'ont pas accès aux services ruraux et que leurs produits ne sont pas compétitifs en raison de leur piètre qualité et de leur faible volume.

Pourquoi sont-ils pauvres?

Les bénéficiaires sont essentiellement des paysans et des bergers qui ne sont insérés que de façon marginale dans les marchés locaux puisqu'ils consomment l'essentiel de leur production. Les paysans de la zone du projet sont pauvres parce que les conditions agroécologiques sont rudes, que la terre est excessivement morcelée, qu'ils n'ont qu'un accès limité aux technologies et au crédit, qu'ils manquent d'informations sur les possibilités de plus en plus nombreuses offertes par le marché auquel ils sont mal adaptés. Du point de vue sociopolitique, la pauvreté est le résultat d'une mauvaise répartition des revenus et d'une aliénation ethnique.

Que fera le projet pour eux?

Avant la formulation du projet, le Gouvernement péruvien a demandé au FIDA de faire une étude approfondie des enseignements recueillis dans le pays au sujet de la gestion des ressources naturelles et de l'assistance technique. Il ressort de cette étude que la façon la plus novatrice de s'attaquer à la pauvreté dans la région de la sierra consiste à inciter les bénéficiaires à améliorer leurs ressources naturelles et à leur fournir les fonds voulus pour qu'ils puissent obtenir une assistance technique.

Le projet aidera les communautés paysannes à améliorer leurs ressources physiques tout en reconnaissant la richesse de leurs savoirs et en récompensant les réalisations. En fournissant à ces communautés une incitation à conclure des contrats d'assistance technique, il renforcera leur capacité à négocier et à se doter d'un capital social. Il contribuera aussi dans une large mesure à réduire la marginalité du groupe cible en offrant aux associations d'émigrants, aux groupes d'intérêt et aux administrations locales des dons de contrepartie pour leur permettre de préserver et d'exploiter leur patrimoine culturel et matériel de façon à rehausser l'opinion qu'ils ont d'eux-mêmes. Le projet expérimentera aussi trois approches novatrices: encourager les femmes rurales pauvres à épargner, recueillir et classifier les connaissances que les bénéficiaires ont de leur environnement et des moyens de le gérer, et analyser les stratégies d'adaptation des pauvres.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet?

Les bénéficiaires participeront pleinement à l'exécution du projet grâce à un mécanisme décentralisé qui a fait la preuve de son efficacité et de son efficacité. Le projet encouragera l'auto-évaluation. Il n'imposera ni idées préconçues, ni modèles et les bénéficiaires auront toute latitude de décider de la façon dont ils souhaitent améliorer les ressources naturelles à leur disposition et accroître ainsi la productivité de leurs activités. Les enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA dans le pays ont été examinés avec les bénéficiaires potentiels, qui ont souscrit sans réserve à la nouvelle démarche et se sont montrés très désireux d'obtenir les fonds du projet et disposés à assumer une partie du coût de l'assistance technique.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA AU
CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA
RÉPUBLIQUE DU PÉROU
POUR LE
PROJET DE RENFORCEMENT DES MARCHÉS ET DE DIVERSIFICATION DES
MOYENS D'EXISTENCE DANS LA SIERRA MÉRIDIONALE**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Pérou d'un montant de 12,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,9 millions de USD) aux conditions ordinaires, en vue de contribuer au financement du projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera administré par la Société andine de développement (SAD) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. Avec une superficie de 1 285 216 km², le Pérou est, par la taille, le quatrième pays d'Amérique latine. Sa population, estimée à 26 749 000 habitants en 2002, augmente au taux de 1,5% l'an. Le pays compte trois zones distinctes: la *Costa* (11% de la superficie totale du territoire) est une bande désertique qui ne renferme que 21% des terres cultivables et représente pourtant 60% du produit intérieur brut (PIB) agricole; la *Sierra* (ou hauts plateaux) est une zone montagneuse aride et accidentée qui couvre 30% du territoire et fournit 25% du PIB agricole, et la *Selva*, ou bassin amazonien, qui couvre 60% de la superficie et apporte 15% du PIB agricole. Sur le plan administratif, le Pérou se divise en 24 départements, 194 provinces et 1 828 districts. Des autorités municipales élues gouvernent les provinces et districts, tandis que les départements sont placés sous la juridiction des Conseils de l'administration régionale transitoire nommés par le pouvoir exécutif. Pour accélérer le processus de décentralisation, le Parlement a cependant approuvé une loi de décentralisation et prévu la tenue, en novembre 2002, d'élections régionales, qui devraient aboutir à la mise en place de nouvelles autorités régionales d'ici janvier 2003.

2. Avec un revenu national brut estimé à 2 125 USD par habitant, équivalant à 56,8 milliards de USD en 2002, le Pérou se range parmi les pays à revenu intermédiaire. En août 2001, l'administration du Président Toledo nouvellement élu a préparé un cadre macroéconomique de trois ans qui prévoyait un taux de croissance économique de 3,5% en 2002 et de 4% en 2003, un taux d'inflation de 2,5% l'an et un déficit budgétaire de 1,7% du PIB. En janvier 2002, la nouvelle administration a rédigé avec le Fonds monétaire international une Lettre d'intention qui décrit sa politique économique et demandait un accord de confirmation d'un montant total de 255 millions de DTS. Par cette Lettre d'intention, le gouvernement s'engageait à accélérer la privatisation des entreprises publiques.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



3. À la mi-2002, l'économie péruvienne avait enregistré une croissance moyenne de 4,2%, due pour l'essentiel au lancement de grands projets miniers. Le secteur minier représente 20,9% du PIB, l'agriculture 6,4% et le secteur manufacturier 1,9%. L'emploi a progressé de 3% et l'inflation a été maintenue à 1%.

4. Au cours de la dernière décennie, la production agricole a augmenté de 5,5% en moyenne, représentant environ 7% du PIB. L'agriculture occupe 30% de la population. Selon le recensement agricole de 1994, 1,7 million de familles d'agriculteurs cultivent 5,5 millions d'ha de terres. La superficie moyenne d'une exploitation est faible, en particulier dans la région de la sierra où 63% des fermes, au nombre de 1,2 millions, occupent moins de 3 ha. Les investissements publics dans l'agriculture proviennent principalement du financement international en faveur de la délivrance de titres fonciers, de l'irrigation, de la gestion des ressources naturelles, des activités phytosanitaires et zoosanitaires ainsi que de la recherche et de la vulgarisation. Le plan stratégique institutionnel du Ministère de l'agriculture pour 2002-2006 considère que les principaux problèmes du secteur agricole sont la rentabilité faible ou nulle de la production agricole et de l'élevage, source de pauvreté et d'extrême pauvreté; le manque d'investissements dans les biens publics en milieu rural; le mauvais fonctionnement des marchés de biens et services; la gestion peu satisfaisante du secteur public; le manque d'efficacité des organisations d'agriculteurs et le piètre usage des ressources naturelles.

5. Il ressort de l'enquête nationale sur les ménages de 2001 que la pauvreté touche 54,8% de la population et que 24,4% sont extrêmement pauvres. Les niveaux de pauvreté ont augmenté de 1,4% en 2000. C'est dans le département de Lima que les pauvres sont les plus nombreux, mais l'extrême pauvreté frappe systématiquement les zones rurales. Sur les hauts plateaux méridionaux, 88% de la population est considérée comme pauvre.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA au Pérou

6. Le Fonds a financé au Pérou six projets d'un montant total de 85 millions de USD. Deux sont en cours d'exécution: la gestion des ressources naturelles dans la sierra méridionale (MARENASS) (386-PE); et le développement du couloir Puno-Cuzco (467-PE).

7. Une évaluation récente des opérations du FIDA a révélé qu'elles avaient eu un impact important en termes d'augmentation du capital humain par la formation et le transfert des connaissances en réponse à la demande, de la mise en valeur du capital social par l'abandon d'une attitude paternaliste de l'État au profit de la participation directe des bénéficiaires aux décisions par la voie de contrats entre les projets et les bénéficiaires des fonds, et de renforcement des communautés paysannes et des organisations féminines en tant que moteur du développement.

8. Le projet (aujourd'hui clôturé) de promotion du transfert de technologies aux communautés paysannes des hauts plateaux (297-PE) a montré que les incitations en faveur de la conclusion de contrats d'assistance technique ne devraient pas se limiter aux seules activités d'exploitation agricole, mais qu'il fallait également encourager le développement de l'entrepreneuriat pour que l'assistance fournie permette véritablement aux producteurs ruraux de pénétrer sur les marchés locaux, nationaux et régionaux.

9. On a constaté que les agriculteurs avaient réussi à améliorer la gestion des ressources naturelles sur leurs parcelles, que les ressources productives avaient augmenté en qualité et en valeur, que le marché foncier avait gagné en dynamisme grâce à la délivrance de titres fonciers, que les liens avec les municipalités avaient contribué au succès du projet par le cofinancement d'activités non prévues au départ et que les incitations communautaires avaient été un instrument utile pour financer de petites infrastructures et de modestes activités génératrices de revenus.

10. On a constaté par ailleurs que même si les projets ne comprenaient pas de composantes spécifiques pour les services financiers, les contrats d'assistance technique ouvraient aux bénéficiaires l'accès aux services bancaires. Une formule intéressante a été trouvée pour MARENASS dans la mesure où de petits groupes de femmes rurales ont créé leurs propres systèmes d'épargne et de crédit qui fonctionnent comme des banques informelles reliées aux banques commerciales où sont déposés les fonds.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pérou

11. La stratégie du projet est conforme à l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le Pérou approuvé en avril 2002. En outre, elle va dans le sens de la stratégie du FIDA dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes car elle encourage les activités génératrices de revenus liées au développement des marchés pour la population rurale, l'accroissement des actifs de la population et le soutien au développement local. Cette stratégie vise à:

- développer les actifs des petits paysans en finançant les externalités, en établissant des mécanismes compétitifs pour le transfert de fonds et en offrant des incitations;
- encourager le développement des marchés, permettre aux bénéficiaires d'obtenir l'assistance technique dont ils ont besoin et renforcer les capacités des fournisseurs de ces services, publics et privés;
- améliorer l'accès à l'information et aux possibilités de création d'entreprises en privilégiant les coentreprises entre ruraux et artisans, commerçants et chefs d'entreprise des bourgs et petites villes ainsi qu'en assurant la promotion des nouveaux produits et services afin de parvenir à une diversification;
- encourager le développement local, particulièrement dans les zones ayant un potentiel culturel et écologique important comme les hauts plateaux.

Politique du Pérou pour faire reculer la pauvreté

12. La nouvelle stratégie proposée par le gouvernement pour faire reculer la pauvreté repose sur quatre grands principes: accroître la possibilité pour les pauvres d'entreprendre des activités économiques, décentraliser l'administration et assurer une gestion efficace des dépenses publiques, renforcer les moyens d'action des pauvres et créer un mécanisme de soutien institutionnel pour mener une action concertée et coordonnée. Pour atteindre ces objectifs, la stratégie proposée favoriserait la croissance économique en maintenant des conditions macroéconomiques stables, en identifiant les secteurs prioritaires, en investissant dans les biens publics dans les petites villes et en offrant des incitations pour accroître la production/productivité comme pour entreprendre de nouvelles activités génératrices de revenus. Les programmes du gouvernement dans la zone du projet concernent les infrastructures sociales et de production dans le cadre du Fonds national de compensation et de développement social (FONCODES), qui vise aussi à contribuer à la réorganisation des municipalités et à renforcer les organisations sociales de la région.

Activités des autres grands donateurs pour faire reculer la pauvreté

13. Les contributions des autres donateurs à la lutte contre la pauvreté sont clairement indiquées dans la stratégie d'assistance au pays pour 2003-2006 récemment approuvée par la Banque mondiale, qui est centrée sur la réforme des institutions sociales et sur les projets de réduction de la pauvreté répondant à la demande. Cette stratégie sera principalement complétée par le projet de développement rural de la sierra, d'un coût de 20 millions de USD, qui doit être réalisé en 2004 en vue de créer des conseils et de traiter d'autres problèmes comme l'insertion des populations autochtones et le renforcement de la capacité d'action des pauvres.

14. Dix autres projets en cours d'exécution dans la zone du projet pourraient avoir des synergies avec le projet considéré. Les projets de routes rurales financés par la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale confient l'entretien à des groupes locaux pour créer des emplois pour des ruraux pauvres. Les donateurs bilatéraux allemand, espagnol et japonais² présents dans la zone du projet appuient la gestion des ressources naturelles et participent aux activités de modernisation des infrastructures et des secteurs productifs. L'Agence des États-Unis pour le développement international finance un vaste projet en faveur des femmes rurales et urbaines dans la zone du projet.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

15. La zone du projet couvre une superficie totale de 73 515 km² dans 16 provinces des départements d'Arequipa, Cuzco, Moquegua, Puno et Tacna, à savoir: Arequipa, Caraveli, Castilla, Caylloma, Condesuyos et La Union (Arequipa); Chumbivilcas et Espinar (Cuzco), Mariscal Nieto et General Sanchez Cerro (Moquegua), Candarave, Tacna et Tarata (Tacna), Chucuito, El Collao et Yunguyo (Puno).

16. Les hauts plateaux méridionaux sont caractérisés par des hautes montagnes et des volcans formant des bassins versants et des vallées. Les nombreux cours d'eau (Colca-Majes-Camana, Chili, Tambo, Candarave et Sama, notamment) qui se forment dans cette région conduisent à l'océan Pacifique et bon nombre d'entre eux traversent de profonds canyons. Le relief est accidenté et le climat, sec et froid, ne devient tempéré qu'à 2 000 m. Les températures oscillent entre 22°C et 0°C. La production agricole se limite à la pomme de terre, au maïs, aux fèves et aux cultures andines comme le *quinou* et la *quiwicha*. Les productions destinées au marché sont l'ail, les oignons et l'orge. On y élève un peu de bétail, principalement des moutons et des camélidés d'Amérique du Sud.

17. Les provinces du département de Puno comprennent des zones de haut plateau autour du Lac Titicaca sur la frontière bolivienne. Cette zone est traversée par la Ilave, créant un climat propice aux cultures andines en dépit d'un rude climat et d'altitudes avoisinant les 4 000 m. Les hauts plateaux en bordure de Moquegua, Tacna et Arequipa, et la province d'Espinar dans le département de Cuzco, sont principalement des zones de pâturage. Aux altitudes supérieures à 4 000 m, on ne trouve que les bergers avec leurs camélidés sud-américains. Puno assure 60% de la production de *quinoa* du pays, qui constitue la principale nourriture de base sur les hauts plateaux. On estime que 60% des alpagas et 30% des lamas y sont élevés. Chumbivilcas, dans le département de Cuzco, comporte de vastes terres arides cultivables à plus de 3 600 m.

18. La population de la zone du projet compte environ 120 000 familles. Selon le recensement de 1993, 81% de ces ménages vivent dans les zones rurales. Ce sont essentiellement des Quechuas ou des Aymaras dont 62% environ parlent une langue autochtone. La carte de la pauvreté du FONCODES, qui mesure l'état de la pauvreté par district, montre que 87% de la population de la zone du projet est pauvre ou extrêmement pauvre.

Situation de la femme

19. Selon le recensement de 1993, les femmes représentent 49% de la population dans la zone du projet, mais seulement 28% de la population économiquement active. Ce chiffre est plus élevé dans certaines zones rurales. Dans l'ensemble, l'analphabétisme est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes: chez les plus de 15 ans, 37,8% des femmes sont analphabètes, alors que 7%

² Office allemand de la coopération technique (GTZ), Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et Agence espagnole de coopération internationale (AECI).



seulement des hommes ne savent ni lire, ni écrire. La majorité des producteurs agricoles sont des hommes, mais les femmes sont à la tête de 33% des unités de production et possèdent 10% des terres cultivables. En outre, 49% des travailleurs salariés dans le secteur agricole sont des femmes.

20. Les femmes rurales de la zone du projet sont organisées en programmes de protection sociale, comme *Clubes de Madres*, *Comedores Populares* et *Vaso de Leche*³. Un certain nombre de groupes féminins font également partie de la Confédération paysanne du Pérou et de la Confédération agraire nationale, principalement dans le département de Puno et sur les hauts plateaux des départements d'Arequipa et Cuzco. Les groupes féminins prennent une part active aux Conseils de développement de province et de district et dans les *Mesas de Concertación* (tables rondes) locales. Les femmes n'ont qu'un accès limité aux processus de décision dans les organisations communautaires, mais cette situation évolue et elles assument aujourd'hui une plus grande part de responsabilité dans les initiatives de commerce et de développement de l'entreprise, surtout celles qui sont d'origine aymara dans les provinces de Chucuito, Collao et Yunguyo. Dans ces provinces et dans d'autres zones du projet, les groupes féminins d'entrepreneuriat sont sur le point d'obtenir leur reconnaissance juridique, de gérer des comptes bancaires et de signer des contrats d'assistance technique, en particulier pour la production de l'artisanat et de céréales andines. Dans les groupes de migrants, les femmes jouent un rôle énergique en qualité de négociants dans les principales villes de la zone du projet. Elles participent activement à la politique locale, comme l'atteste le fait que 28% de toutes les autorités municipales de la zone (huit maires et 294 conseillers) sont des femmes.

21. Environ 81 000 ménages, y compris 4 000 familles de pasteurs, ainsi que 618 communautés paysannes dont près de la moitié établies avant la réforme agraire, sont répertoriés dans la zone du projet. Environ 64% des zones communautaires sont des terres de parcours, dont 80% environ en propriété collective.

22. Les producteurs agricoles vendent 4% de leur production sur de petits marchés, le reste étant consommé par le ménage. Sur une exploitation moyenne, la terre cultivable occupe environ 1,9 ha. On considère que 6% seulement de la zone du projet se prête à l'agriculture et à l'élevage, et que 38% seulement de toutes les terres de culture (78 000 ha) sont irriguées. La plus grande partie des 3,5 millions d'ha formant la zone du projet est consacrée à l'élevage sur les hauts plateaux.

23. Les petits exploitants et les ruraux sont organisés en communautés paysannes traditionnelles et/ou en groupes d'irrigants. Lors du recensement agricole de 1994, 84 000 producteurs ont déclaré exercer des activités, y compris l'agriculture, en dehors de leur exploitation. Parmi eux, 32% accomplissaient des travaux agricoles sur d'autres exploitations, 21% faisaient du commerce, 15% travaillaient dans le bâtiment et le reste était occupé dans l'artisanat, le transport, la transformation des produits et les services. On estime qu'environ 700 groupes féminins, 100 groupes d'irrigants et sept organisations secondaires sont actives dans les Andes occidentales. Le groupe cible compte aussi un certain nombre d'associations de travailleurs migrants dans Arequipa, Puno, Juliaca, Tacna et Moquegua, qui conservent de solides liens culturels et économiques avec leurs lieux d'origine. On estime à environ 50 000 le nombre de membres de ces associations.

B. Objectifs et portée

24. Le projet renforcera la stratégie de lutte contre la pauvreté du FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes, qui vise à mettre les pauvres en mesure de se libérer de la pauvreté. Pour cela, il renforcera et consolidera spécifiquement les moyens d'action des institutions des ruraux pauvres, appliquera des méthodes participatives axées sur la demande, exploitera les possibilités du marché et encouragera la production agricole viable ainsi que l'emploi des ressources naturelles.

³ Clubs de mères, Salles à manger populaires et Verres de lait: programmes sociaux pour femmes et enfants.

25. Le projet vise à accroître les capacités et à développer les ressources naturelles, physiques et sociales des hommes et des femmes exerçant des activités d'échelle modeste dans l'exploitation ou en dehors de celle-ci sur les hauts plateaux méridionaux de façon à améliorer leurs moyens d'existence et à promouvoir des activités génératrices de revenus. Cela consistera notamment à améliorer les ressources naturelles des bénéficiaires, à accroître leur accès aux marchés, et à classifier et à tirer parti de leurs connaissances. Le projet devrait permettre d'augmenter les échanges de biens et de services, de rendre les services financiers plus accessibles, de mettre en commun les savoirs et de favoriser la constitution d'actifs.

C. Composantes

26. Le projet est articulé autour de quatre composantes: gestion améliorée des ressources naturelles; renforcement des marchés locaux; gestion des connaissances et du patrimoine culturel⁴; gestion du projet.

Gestion améliorée des ressources naturelles

27. Cette composante a pour objectif d'améliorer la qualité et la gestion des ressources naturelles productives sur les haut plateaux méridionaux. Elle comprend deux sous-composantes: les incitations à développer et maintenir les actifs physiques, et la formation d'agriculteur à agriculteur.

28. **Incitations à développer et maintenir les actifs physiques.** L'expérience montre qu'il existe au Pérou des conditions favorables pour inciter les ruraux à améliorer leurs conditions de vie et à accroître la valeur de leurs actifs physiques. Le groupe cible possède de riches connaissances en gestion des ressources naturelles et il existe des spécialistes locaux suffisamment formés pour aider les groupes d'agriculteurs dans cette tâche. Le projet contribuera à valoriser les ressources naturelles, y compris les vastes espaces de parcours naturels situés à plus faible altitude qui sont d'ordinaire gérés sous le régime de la propriété collective, à utiliser mieux et plus rationnellement les ressources en eau, à relancer les cultures en terrasse, à améliorer les méthodes d'élevage, à introduire l'agriculture biologique et la lutte biologique contre les ravageurs et à gérer plus efficacement la faune et la flore autochtones. Pour cela, le projet adaptera un mécanisme compétitif déjà expérimenté dans le cadre du projet MARENASS au Pérou, dans lequel les familles ou communautés rivalisent les unes avec les autres pour obtenir le prix des meilleures pratiques. Un jury communautaire local sera désigné pour juger des méthodes exposées lors des compétitions.

29. **Formation d'agriculteur à agriculteur.** Le mécanisme concurrentiel adopté pour les améliorations sur les champs des agriculteurs sera accompagné d'une assistance technique qui conjugue les connaissances et pratiques traditionnelles aux usages modernes. Des animateurs ruraux apporteront leur soutien à l'exécution du projet en collaboration avec les autorités communales et municipales.

Renforcement des marchés locaux

30. Cette composante comprend deux sous-composantes: développement du commerce local, et intermédiation financière rurale.

31. **Développement du commerce local.** Deux axes seront suivis: investissements dans le développement local et partage des coûts de l'assistance technique.

- **Investissements dans le développement local.** Les zones urbaines et rurales des hauts plateaux méridionaux offrent de nombreuses possibilités en ce qui concerne la promotion

⁴ Langues, théâtre, musique, etc.



du tourisme, l'exploitation du patrimoine culturel, l'amélioration des conditions économiques et commerciales et le développement des communications afin de mieux diffuser l'information sur les biens et services locaux. Ces activités seront cofinancées par les municipalités, les associations de migrants et les groupes d'intérêt locaux.

- **Partage des coûts de l'assistance technique.** Étant donné que les petits exploitants et entrepreneurs ruraux de la zone du projet se sont déclarés prêts à cofinancer le coût de l'assistance technique, on aura recours à une formule de partage des coûts. Le projet contribuera aussi à renforcer les capacités des prestataires de services au moyen de bourses d'études et de stages, de voyages d'études et d'abonnements à des publications spécialisées, ainsi que par la collaboration avec les organismes qui s'occupent de la mise au point de techniques novatrices.

32. **Intermédiation financière rurale.** Cette sous-composante vise à améliorer l'accès des ruraux pauvres – principalement les femmes – aux services de dépôts et de retraits, de microassurance, de virements scripturaux, de gestion des dépôts et autres services financiers, y compris le microcrédit. Deux grandes activités seront réalisées: insertion dans le marché financier formel et innovations financières en faveur des pauvres.

- **Insertion dans le marché financier formel.** Cette activité vise à encourager la demande et l'usage des mécanismes formels d'épargne par les femmes rurales. Le projet formera et récompensera les femmes qui tiennent un compte d'épargne auprès d'institutions financières formelles dans la zone du projet et il facilitera la formation de groupes d'épargne et d'auto-assistance.
- **Innovations financières en faveur des pauvres.** Il s'agit de renforcer et d'étendre les services financiers offerts aux pauvres par les institutions financières dans la zone du projet. On aidera les institutions en place à concevoir et réaliser des initiatives pour les ruraux pauvres et à toucher une population plus nombreuse. On réalisera également des études de marché et des projets pilotes afin de tester et de lancer dans des créneaux commerciaux déterminés de nouveaux produits et services.

Gestion des connaissances et du patrimoine culturel

33. Cette composante a pour objectif de repérer, soutenir et reconnaître les connaissances qu'ont les bénéficiaires de leur environnement et de sa gestion. Des fonds seront fournis pour rassembler et diffuser les informations sur le patrimoine culturel de la région. Les systèmes locaux de planification seront renforcés à l'aide du classement selon la richesse et de cartes des sites. Pour réaliser cette composante, on entreprendra deux types d'activités: la collecte et la classification des connaissances locales, et la diffusion et le partage de l'information.

34. **Collecte et classification des connaissances.** Le projet fera appel à des spécialistes locaux en santé des animaux, dessins sur tissus, irrigation, etc. et établira un registre des compétences qui permettra aux bénéficiaires de trouver et d'obtenir les services dont ils ont besoin. On aura davantage recours aux méthodes participatives. On élargira les méthodes testées dans le cadre du projet MARENASS, qui a utilisé des "cartes parlantes" pour mesurer l'état des ressources naturelles, en y incluant le classement d'après la richesse et les évaluations de la capacité des communautés bénéficiaires à s'organiser. Les connaissances du personnel du projet et des organismes d'exécution sont graduellement complétées au moyen d'ateliers, de consultations avec les parties prenantes et d'évaluations d'impact. On accordera une attention spéciale aux savoirs locaux et à la contribution des bénéficiaires à leur propre développement.



35. **Diffusion et partage de l'information.** Le projet soutiendra la diffusion des connaissances existantes par la formation et la diffusion des informations recueillies dans le cadre de projets similaires au sujet de la gestion des ressources naturelles, de l'assistance technique et de la mobilisation de l'épargne. Il financera aussi la réalisation de documents papier et audiovisuels ainsi que d'expositions itinérantes. Des animateurs locaux seront désignés et on aidera les groupes locaux capables d'exploiter le patrimoine culturel de la région et de contribuer à l'utilité économique des initiatives.

Gestion du projet

36. Une unité d'exécution, installée dans la ville d'Arequipa, centralisera la gestion du projet. Six bureaux locaux du projet seront installés dans les villes de Ilave, Tarata, Chivay, Chuquibamba, Omate et Yauri.

D. Coûts et financement

37. Le coût total du projet a été estimé à 21,7 millions de USD, à savoir: 2,5 millions de USD (12% du total) pour la gestion améliorée des ressources naturelles, 13,2 millions de USD (61%) pour le renforcement des marchés locaux, 2,0 millions de USD (9%) pour la gestion des connaissances et du patrimoine culturel et 2,5 millions de USD (12%) pour la gestion du projet. Les provisions pour aléas financiers, estimées à 1,4 million de USD, n'ont pas été imputées.

38. Le projet sera financé à l'aide d'un prêt du FIDA de 15,9 millions de USD. La contribution du gouvernement, y compris les droits et taxes et les investissements du FONCODES, s'élèvera à 1,2 million de USD (5,5%). Les bénéficiaires du projet apporteront environ 2,8 millions de USD (13%), principalement sous forme de partage des coûts de l'assistance technique. Les municipalités, les associations de migrants et les institutions financières intermédiaires (IFI) cofinanceront les initiatives locales à concurrence de 1,7 million de USD (8%) au total.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET ^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Gestion améliorée des ressources naturelles					
1. Incitations à constituer et maintenir les actifs physiques	2 060	-	2 060	-	10
2. Formation d'agriculteur à agriculteur	485	-	485	-	2
Sous-total	2 545	-	2 545	-	12
B. Renforcement des marchés locaux					
1. Développement des entreprises locales					
i) Investissements dans le développement local	2 112	-	2 112	-	10
ii) Partage des coûts de l'assistance technique	6 303	-	6 303	-	29
2. Intermédiation financière rurale					
i) Insertion dans le marché financier formel	2 507	-	2 507	-	12
ii) Innovations financières en faveur des pauvres	2 265	-	2 265	-	10
Sous-total	13 187	-	13 187	-	61
C. Gestion des connaissances et du patrimoine culturel					
1. Collecte et classification des connaissances	1 193	-	1 193	-	6
2. Diffusion et partage de l'information	790	-	790	-	4
Sous-total	1 983	-	1 983	-	9
D. Gestion du projet					
1. Unité d'exécution	869	23	893	3	4
2. Bureaux locaux	1 588	71	1 658	4	8
Sous-total	2 457	94	2 551	4	12
E. Non imputé	1 440	-	1 440	-	7
Total des coûts de base	21 612	94	21 706	-	100
Provision pour aléas d'exécution	-	-	-	-	-
Provision pour aléas financiers	22	2	24	10	-
Total des coûts du projet	21 634	97	21 730	-	100

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	Gouvernement		Bénéficiaires		FIDA		Total		Devises	Monnaie locale hors taxes	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Gestion améliorée des ressources naturelles											
1. Incitations à constituer et maintenir des actifs physiques	21,7	1,1	-	-	2 040,0	98,9	2 061,7	9,5	-	2 039,7	22,0
2. Formation agriculteur à agriculteur			143,5	29,6	342,0	70,4	485,5	2,2	-	485,5	-
Sous-total	21,7	0,9	143,5	5,6	2 382,0	93,5	2 547,2	11,7	-	2 525,2	22,0
B. Renforcement des marchés locaux											
1. Développement des entreprises locales											
i) Investissement dans le développement local	583,0	27,6	906,0	42,9	623,0	29,5	2 112,0	9,7	-	2 085,0	27,0
ii) Partage des coûts de l'assistance technique	15,7	0,2	1 431,9	22,7	4 857,0	77,0	6 304,6	29,0	-	6 288,6	16,0
2. Intermédiation financière rurale											
i) Insertion dans le marché financier formel	8,2	0,3	1 155,0	46,0	1 345,0	53,6	2 508,2	11,5	-	2 500,2	8,0
ii) Innovations financières en faveur des pauvres	24,2	1,1	900,0	39,7	1 343,0	59,2	2 267,2	10,4	-	2 243,2	24,0
Sous-total	631,1	4,8	4 392,9	33,3	8 168,0	61,9	13 192,0	60,7	-	13 117,0	75,0
C. Gestion des connaissances et du patrimoine culturel											
1. Collecte et classification des connaissances	103,9	8,7	13,8	1,2	1 076,0	90,1	1 193,7	5,5	-	1 189,7	4,0
2. Diffusion et partage de l'information	109,8	13,9	-	-	680,0	86,1	789,8	3,6	-	679,8	110,0
Sous-total	213,7	10,8	13,8	0,7	1 756,0	88,5	1 983,5	9,1	-	1 869,5	114,0
D. Gestion du projet											
1. Unité d'exécution											
1. Unité d'exécution	107,4	12,0	-	-	790,0	88,0	897,4	4,1	24,0	766,4	107,0
2. Bureaux locaux											
2. Bureaux locaux	221,5	13,3	-	-	1 449,0	86,7	1 670,5	7,7	73,0	1 376,5	221,0
Sous-total	328,9	12,8	-	-	2 239,0	87,2	2 567,9	11,8	97,0	2 142,9	328,0
E. Non imputé											
Sous-total	-	-	-	-	1 440,0	100,0	1 440,0	6,6	-	1 440,0	-
Total des décaissements	1 195,4	5,5	4 550,2	20,9	15 985,0	73,6	21 730,6	100,0	97,0	21 094,6	540,0

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

39. **Passation des marchés.** Les achats de biens se feront conformément aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, tandis que les consultants seront recrutés conformément aux procédures de la SAD jugées satisfaisantes par le FIDA, telles qu'énoncées dans l'accord de prêt. Les contrats portant sur l'achat de biens d'un montant de 100 000 USD ou plus seront attribués par voie d'appel d'offres national tandis que ceux d'un montant supérieur à 10 000 USD et inférieur à 100 000 USD obéiront à des procédures d'achat prudentes. Tous les autres types de marchés seront définis dans l'accord de prêt

40. **Décaissements.** Les décaissements seront effectués selon les conditions fixées dans l'accord de prêt conformément aux règles et règlements du FIDA et de l'institution coopérante.

41. **Comptabilité et vérification des comptes.** FONCODES ouvrira et maintiendra un compte spécial libellé en dollars des États-Unis auprès de la *Banco de la Nación* et l'Unité d'exécution du projet ouvrira et maintiendra les comptes requis du projet. Les comptes du projet seront vérifiés chaque année par des vérificateurs indépendants agréés par le FIDA. Les rapports de vérification seront regroupés et soumis au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'année budgétaire considérée.

F. Organisation et gestion

42. Le projet sera réalisé par le FONCODES au cours d'une période de six ans par l'intermédiaire d'une unité de gestion centrale installée dans la ville d'Arequipa et composée d'un directeur, de quatre administrateurs de projet, d'un assistant administratif, d'un administrateur et d'un chauffeur/promoteur. Six bureaux locaux de projet seront ouverts dans les villes de Ilave, Tarata, Chivay, Chuquibamba, Omate et Yauri.

Accent mis sur la situation des femmes

43. Dans toutes les activités du projet, on sera attentif à la situation des femmes. On a prévu de recruter des consultants pour promouvoir l'intégration d'une démarche soucieuse de l'équilibre entre les sexes et une attention spéciale sera portée au suivi des activités de mobilisation de l'épargne des femmes rurales. Une assistance technique sera apportée par le Programme régional de renforcement des stratégies destinées à promouvoir l'égalité hommes-femmes dans les projets financés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROGENDER). Une analyse détaillée de la situation de la femme est donnée à l'appendice VI.

44. Le projet sera réalisé progressivement, commençant par les bureaux de Chivay et Ilave la première année, suivis de Chuquibamba, Omate et Tarata la deuxième année et de Yauri la troisième année.

45. Le comité de pilotage du projet sera composé de représentants du FONCODES, du Ministère de l'économie et des finances et du FIDA. Des comités locaux d'allocation des ressources, qui comprendront des représentants des organisations de bénéficiaires, seront établis dans chacune des zones du projet.

46. Le suivi et l'évaluation seront assurés par l'administrateur de projet chargé de la composante gestion des connaissances et du patrimoine culturel. La définition d'indicateurs d'impact et d'évaluations d'impact sera confiée à des institutions nationales spécialisées. Étant donné la nécessité de disposer d'indicateurs quantitatifs du recul de la pauvreté, les données seront recueillies selon les méthodes du FONCODES et de l'Institut national de la statistique et de l'informatique,



principalement les enquêtes de mesure du niveau de vie. Le FIDA chargera un organisme de réaliser l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation terminale du projet. Afin d'établir un processus continu de consultation des parties prenantes, un comité spécial de pilotage sera mis en place dans chacune des zones du projet.

47. Des rapports d'activité seront établis tous les six mois, indiquant les activités entreprises, les résultats obtenus et les mesures correctives qui s'imposeraient. Des plans de travail et budgets annuels seront établis par l'unité d'exécution centrale pour examen par le FIDA et l'institution coopérante. Un rapport d'achèvement du projet sera établi par l'unité centrale après la date d'achèvement du projet mais avant la clôture du prêt.

G. Justification économique

48. L'analyse du projet fait apparaître un taux de rentabilité interne de 14,4% au cours de la période d'exécution de dix ans. Les revenus des bénéficiaires devront atteindre 600 USD par ménage et les actifs physiques de la famille devraient augmenter d'environ 968 USD. Les revenus additionnels créés par les services d'assistance technique atteindront 709 USD par an pour les ménages participants. On estime que le gouvernement prendra en charge 540 000 USD sous forme de droits et taxes, mais les recettes fiscales devraient augmenter de 11 millions de USD au cours des dix années d'exécution du projet.

49. Le projet transfèrera l'équivalent de 8 millions de USD aux bénéficiaires, soit 50% du prêt du FIDA. Environ 15 000 ménages et 2 500 femmes rurales bénéficieront directement du projet en devenant membres de groupes d'épargne.

50. Le projet est expressément conçu pour avoir des effets à long terme de façon à renforcer les communautés paysannes et d'autres organisations locales. La stratégie adoptée à cet effet, qui repose sur l'expérience acquise par le FIDA au Pérou, consiste à évaluer la capacité des organisations locales à conclure des contrats, à faciliter la formation de groupes d'intérêts communs, à donner un caractère formel aux organisations qui n'ont pas de statut juridique, à transférer directement des ressources aux bénéficiaires par le biais de contrats conclus au niveau de la communauté, à encourager la création de coentreprises à l'échelon local, à recourir plus largement aux connaissances locales dans l'exécution du projet, et à introduire le suivi participatif et consulter régulièrement les parties prenantes.

51. La stratégie du projet visera à atteindre les indicateurs de succès définis par: les travaux entrepris avec l'assistance du projet, la conclusion de contrats d'assistance technique, l'amélioration des revenus et l'accroissement des investissements locaux grâce à la valeur ajoutée au patrimoine, un meilleur environnement commercial, un meilleur accès à l'information se traduisant par de nouveaux clients et de nouvelles initiatives commerciales, la tenue de comptes d'épargne par les femmes rurales, un nombre accru de clients des IFI grâce à l'adoption de nouveaux instruments financiers et la mise à profit des connaissances locales dans d'autres interventions pour le développement.

H. Risques

52. Le projet n'est exposé qu'à des risques limités en raison du succès obtenu par des approches analogues dans le pays. On a tenu compte dans la conception du présent projet de la plupart des difficultés rencontrées précédemment, à savoir principalement l'acceptation par la communauté d'une concurrence pour l'obtention de fonds et du mécanisme de partage des coûts. Ces risques ayant été atténués, il y a tout lieu de croire que l'approche adoptée sera acceptée par les bénéficiaires du projet.

53. Il semble n'y avoir qu'un seul risque important. Étant donné que les décisions finales concernant le processus de décentralisation et les mécanismes institutionnels de la stratégie de

réduction de la pauvreté n'ont pas encore été prises, il n'est pas possible de déterminer à l'heure actuelle l'impact des mesures qui pourraient réorienter les ressources vers les niveaux régionaux ou départementaux, ni le rôle du FONCODES dans le scénario décentralisé. Ce risque peut être atténué par la création d'une unité centrale de gestion qui permettrait de transférer la responsabilité du projet à l'échelon du gouvernement régional si on le jugeait nécessaire.

I. Impact sur l'environnement

54. Il est peu probable que le projet ait un impact défavorable sur l'environnement, de sorte qu'il se classe dans la catégorie C. Au contraire, il devrait avoir un impact favorable, principalement par l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et des actifs physiques des organisations bénéficiaires. Des garanties seront incorporées dans tous les contrats d'assistance technique conclus entre le projet et les groupes de bénéficiaires et dans tous les contrats portant sur des activités de conservation des sols et de l'eau et sur l'utilisation des pesticides et produits chimiques. Les connaissances locales de l'environnement seront recueillies et classifiées étant donné leur importance pour les activités de développement. Le projet n'interviendra pas dans les zones protégées nationales qui se trouvent dans la zone du projet, mais il aidera les populations vivant dans les zones tampons des zones protégées. Le FONCODES conclura à cet égard un accord avec l'Institut national des ressources naturelles.

J. Aspects novateurs

55. Le projet étendra les aspects novateurs des projets précédents au Pérou, principalement la délégation des décisions aux bénéficiaires et le transfert des ressources à ces derniers afin qu'ils les administrent au moyen des contrats conclus par la communauté. Le projet comporte trois aspects novateurs: la mobilisation de l'épargne des femmes rurales pauvres, la reconnaissance de l'importance des connaissances locales et le recours aux dispositifs de participation des bénéficiaires. La mobilisation de l'épargne est expérimentée actuellement dans le cadre du projet de développement du couloir Puno-Cuzco (467-PE). Une meilleure gestion des connaissances est essentielle à l'application des initiatives novatrices du projet. C'est la raison pour laquelle celui-ci comporte une composante consacrée à cette question et que l'on envisage de consulter régulièrement les bénéficiaires à ce sujet.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

56. Un accord de prêt entre la République du Pérou et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

57. La République du Pérou est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

58. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

59. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Pérou un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à douze millions cent mille droits de tirage spéciaux (12 100 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} février 2021 et avant cette date et portant un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence fixé chaque année par le Fonds. Ce prêt sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues à Rome le 9 décembre 2002)

1. Afin de financer l'exécution du projet, Le Gouvernement de la République du Pérou ("le Gouvernement") met les fonds du prêt à la disposition du FONCODES conformément aux plans de travail et budgets annuels (PTBA).
2. L'Unité d'exécution du projet (UEP) ouvre puis maintient un compte de projet dans la succursale du Banco de la Nación à Arequipa, ou dans toute autre banque agréée par le Gouvernement et le FIDA, pour les opérations du projet. Le directeur et l'administrateur du projet sont pleinement autorisés à gérer et utiliser ce compte. Le directeur du projet fait en sorte que les chefs des bureaux locaux du projet (BLP) ouvrent des comptes courants aux succursales du Banco de la Nación, ou dans toute autre banque agréée par le Gouvernement et le FIDA, dans les villes de Ilave, Tarata, Chivay, Chuquibamba, Omate et Yauri, afin de gérer les opérations et les ressources du projet en ce qui concerne les aspects de leur ressort. Ces comptes sont administrés et utilisés par les chefs des BLP sous la responsabilité du directeur du projet.
3. Pour financer l'exécution des diverses activités prévues au titre des différentes composantes du projet: a) l'UEP transfère les fonds disponibles et autres ressources prévues dans les PTBA aux BLP conformément aux demandes mensuelles présentées par les chefs des BLP; b) les BLP transfèrent les fonds disponibles et autres ressources prévues dans les PTBA aux organisations de bénéficiaires conformément au document d'approbation des projets établi par les comités locaux d'allocation de ressources (CLAR); et c) l'UEP transfère les fonds aux communautés rurales, aux municipalités, aux associations d'émigrants et aux groupes d'intérêt local pour cofinancer les activités de développement local conformément aux accords signés avec le projet.
4. Le Gouvernement, le FONCODES, le FIDA et la SAD procèdent ensemble à un examen de l'exécution du projet pendant la troisième année ("examen à mi-parcours"), conformément aux mandats établis par le FONCODES et approuvés par le FIDA. Ledit examen portera, entre autres, sur la réalisation des objectifs du projet, ainsi que sur les contraintes et difficultés rencontrées, et inclura au besoin des recommandations sur une réorientation afin d'atteindre ces objectifs et d'éliminer les contraintes ou difficultés.
5. Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur et sur approbation préalable de la SAD, le FONCODES s'assure par contrat les services d'auditeurs indépendants qu'il aura sélectionnés conformément aux procédures de la SAD pour vérifier les comptes du projet correspondant au premier exercice. Dès que possible, mais en aucun cas plus de 90 jours après le début de chaque exercice successif, le FONCODES, avec l'approbation préalable de la SAD, confirme les nominations ou désigne d'autres auditeurs indépendants sélectionnés selon les mêmes procédures.
6. Dans les 6 mois à compter de l'entrée en vigueur, l'UEP établit et soumet pour approbation au comité de pilotage du projet une version provisoire du règlement relatif aux opérations. Ledit règlement précisera les caractéristiques et le fonctionnement de l'UEP, des BLP, des CLAR ainsi que les dispositifs pour le transfert des fonds du prêt aux bénéficiaires finals, en indiquant pour chaque opération un calendrier et les personnes responsables.
7. Le FONCODES établit et maintient pendant toute la période d'exécution du projet une UEP implantée dans la ville d'Arequipa, sur le modèle de la cellule centrale d'exécution du FONCODES.

ANNEXE

Cette formule permet de doter l'UEP de la capacité juridique nécessaire pour conclure des contrats pour le projet avec des services externes.

8. Le FONCODES veille à ce que l'UEP coordonne et passe, si nécessaire, des accords de coopération avec les divers programmes régionaux financés par le FIDA à l'appui de ses projets dans la région et en particulier avec le système d'échange d'information sur les programmes du FIDA dans toute l'Amérique latine (FIDAMERICA), le programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL), la société de formation régionale au développement rural (PROCASUR), entre autres, de manière à ce que le projet puisse bénéficier des acquis d'autres projets dans le pays et la région et leur transmettre son expérience.

9. Dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur, l'UEP achève l'élaboration de l'enquête de référence du projet en passant contrat avec un cabinet-conseil ou des consultants spécialisés et avec l'Institut national des statistiques et de l'information (INEI).

10. Le FONCODES assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident dans la mesure compatible avec les bonnes pratiques.

11. Toutes les activités du projet, en particulier celles au titre de la composante destinée à appuyer l'intermédiation financière, seront conduites de manière à favoriser les femmes dans un souci d'équité entre les sexes.

12. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:

- a) le directeur du projet est dûment nommé;
- b) le comité de pilotage du projet est dûment établi;
- c) l'UEP est établie sur le modèle de la cellule centrale d'exécution du FONCODES;
- d) le FONCODES a dûment ouvert le compte spécial;
- e) l'Accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- f) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique, émis par le Conseil juridique du Ministère de l'économie et des finances, acceptable tant en la forme que sur le fond par le FIDA.

COUNTRY DATA

PERU

Land area (km² thousand) 2000 1/	1 280	GNI per capita (USD) 2000 1/	2 100
Total population (million) 2000 1/	25.7	GNP per capita growth (annual %) 2000 1/	1.9
Population density (people per km²) 2000 1/	20	Inflation, consumer prices (annual %) 2000 1/	3.8
Local currency	Nuevo Sol (PEN)	Exchange rate: USD 1 =	PEN 3.45
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate), 1980-99 2/	2.0	GDP (USD million), 2000 1/	53 882
Crude birth rate (per thousand people), 2000 1/	24 a/	Average annual rate of growth of GDP 2/	
Crude death rate (per thousand people), 2000 1/	6 a/	1980-90	-0.1
Infant mortality rate (per thousand live births), 2000 1/	39 a/	1990-99	5.0
Life expectancy at birth (years), 2000 1/	69 a/	Sectoral distribution of GDP, 2000 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	4.5	% agriculture	8
Poor as % of total rural population 2/	65	% industry	38
Total labour force (million), 2000 1/	9.7	% manufacturing	24
Female labour force as % of total, 2000 1/	31	% services	55
Education		Consumption, 2000 1/	
School enrolment, primary (% gross), 2000 1/	123 a/	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	8
Adult illiteracy rate (% age 15 and above), 2000 1/	10	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	71
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	20
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 302	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5), 2000 1/	26 a/	Merchandise exports, 2000 1/	6 982
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5), 2000 1/	8 a/	Merchandise imports, 2000 1/	8 790
Health		Balance of merchandise trade	-1 808
Health expenditure, total (as % of GDP), 2000 1/	6.1	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people), 1999 1/	0.91	before official transfers, 1999 1/	-2 765
Population using improved water sources (%), 1999 4/	77	after official transfers, 1999 1/	-1 822
Population with access to essential drugs (%), 1999 4/	60	Foreign direct investment, net 1999 1/	1 881 a/
Population using adequate sanitation facilities (%), 1999 4/	76	Government Finance	
Agriculture and Food		Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP), 1999 1/	-2.1
Food imports (% of merchandise imports), 1999 1/	15	Total expenditure (% of GDP), 1999 1/	19.4
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land), 1998 1/	520	Total external debt (USD million), 1999 1/	32 284
Food production index (1989-91=100), 2000 1/	169.7	Present value of debt (as % of GNI), 1999 1/	63
Cereal yield (kg per ha), 2000 1/	2 871	Total debt service (% of exports of goods and services), 1999 1/	32.7
Land Use		Lending interest rate (%), 2000 1/	27.9
Arable land as % of land area, 1998 1/	2.9	Deposit interest rate (%), 2000 1/	13.3
Forest area (km ² thousand), 2000 2/	652		
Forest area as % of total land area, 2000 2/	50.9		
Irrigated land as % of cropland, 1998 1/	28.7		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001

3/ United Nations Development Programme (UNDP), *Human Development Report*, 2000

4/ UNDP, *Human Development Report*, 2001

PREVIOUS IFAD FINANCING

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Executive Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Credit for Small Farmers on the Highlands Project	IFAD	IDB	I	07 May 80	07 Oct 80	31 Dec 86	L - I - 38 - PE	SDR	9 500 000	100%
Alto Mayo Rural Development Project	World Bank: IBRD	World Bank: IBRD	I	10 Dec 82	06 Jun 83	30 Jun 94	L - I - 116 - PE	SDR	17 900 000	99.9%
Cuzco-Arequipa Highlands Rural Development Project	IFAD	CAF	I	29 Apr 86	18 Dec 87	31 Dec 93	L - I - 185 - PE	SDR	6 150 000	99.0%
Promotion of Technology Transfer Project to Peasant Communities in the Highlands	IFAD	CAF	I	12 Dec 91	30 Jun 93	31 Jul 99	G - I - 502 - PE	USD	23 000	70.9%
Promotion of Technology Transfer Project to Peasant Communities in the Highlands	IFAD	CAF	I	12 Dec 91	30 Jun 93	31 Jul 99	L - I - 297 - PE	SDR	11 650 000	99.9%
Management of Natural Resources in the Southern Highlands Project	IFAD	CAF	I	14 Sep 95	09 Apr 97	31 Dec 03	L - I - 386 - PE	SDR	8 250 000	82.5%
Development of the Puno-Cusco Corridor Project	IFAD	IFAD	O	04 Dec 97	17 Oct 00	30 Jun 07	L - I - 467 - PE	SDR	13 900 000	14.6%



LOGICAL FRAMEWORK

NARRATIVE	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	CRITICAL ASSUMPTIONS
I. GOAL <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poverty levels reduced, with enhanced human, natural, physical, financial and social assets of rural families in the southern highlands. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Increased income and expenditure of rural households ▪ Increased value of tangible assets ▪ Greater satisfaction ▪ More gender equity ▪ Reduced malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ LSMS and National Household Surveys ▪ Gender Development and Potentiality Index ▪ National Demographic and Health Survey 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Continued priority accorded to poverty reduction strategies and approaches ▪ Official statistics allow for impact measurements
II. OBJECTIVE <ul style="list-style-type: none"> ▪ Small-scale farmers (men and women) and micro-entrepreneurs in the southern highlands boost their income and tangible assets, and increase their knowledge, social organization and self-esteem. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Average incremental income of USD 150 per annum per household ▪ Increased value of physical and natural assets of USD 1 000 per household ▪ 200 peasant communities manage their own natural resources ▪ 300 organizations involved in business ventures ▪ 20 knowledge practices registered and recognized 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assessment of income and expenditure; individual beneficiary registries ▪ Specialized surveys ▪ Community diaries 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Political and macroeconomic stability ▪ Business agents attracted to project strategy
III. RESULTS <ul style="list-style-type: none"> ▪ Natural resources rehabilitated, capitalized and managed in a sustainable manner ▪ Farmer organizations and microentrepreneurs contract TA and use services of intermediary financial institutions ▪ Local knowledge and other cultural assets collected, classified and disseminated 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 20 new or traditional sustainable practices adopted on 4 000 ha of irrigated land, 1 800 ha of drylands and 33 000 ha of rangeland; ▪ 300 organizations contract TA with their own resources ▪ 100 providers of TA trained ▪ 2 000 new IFI clients ▪ 20 knowledge practices retrieved, developed and disseminated 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Jury decisions ▪ Visual records and testimonials ▪ Public registries, including tax records ▪ Documents, publications and cultural events 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Decentralization process strengthens local competencies ▪ Synergy with other donor activities and programmes ▪ Stable climatic conditions
IV. ACTIVITIES Improved Natural Resources Management <ul style="list-style-type: none"> ▪ Incentives for Building up and Maintaining Physical Assets <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion and dissemination of information ▪ 23 participatory assessment competitions ▪ Establishment of six LRACs ▪ 87 intra-community competitions ▪ 23 final intra-community competitions ▪ 1 100 family competitions ▪ 110 rural animator competitions ▪ Farmer-to-Farmer Training <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cost-sharing of farmer-to-farmer TA ▪ Internships and study tours ▪ Temporary day-care facilities 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 230 participating communities ▪ 9 000 farm households ▪ 2 250 woman-headed households ▪ 6 300 married women ▪ 6 750 men ▪ 300 rural animators (75 women). ▪ 230 communities and other organizations ▪ 1 100 contracts ▪ 220 farmer trainers (55 women) ▪ 500 participating farmers (200 women) ▪ 230 temporary day-care facilities. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ LRAC records ▪ Jury deliberation records ▪ Other project records ▪ Contracts ▪ Community diaries ▪ Internship and study tour reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence of practices for improved NRM



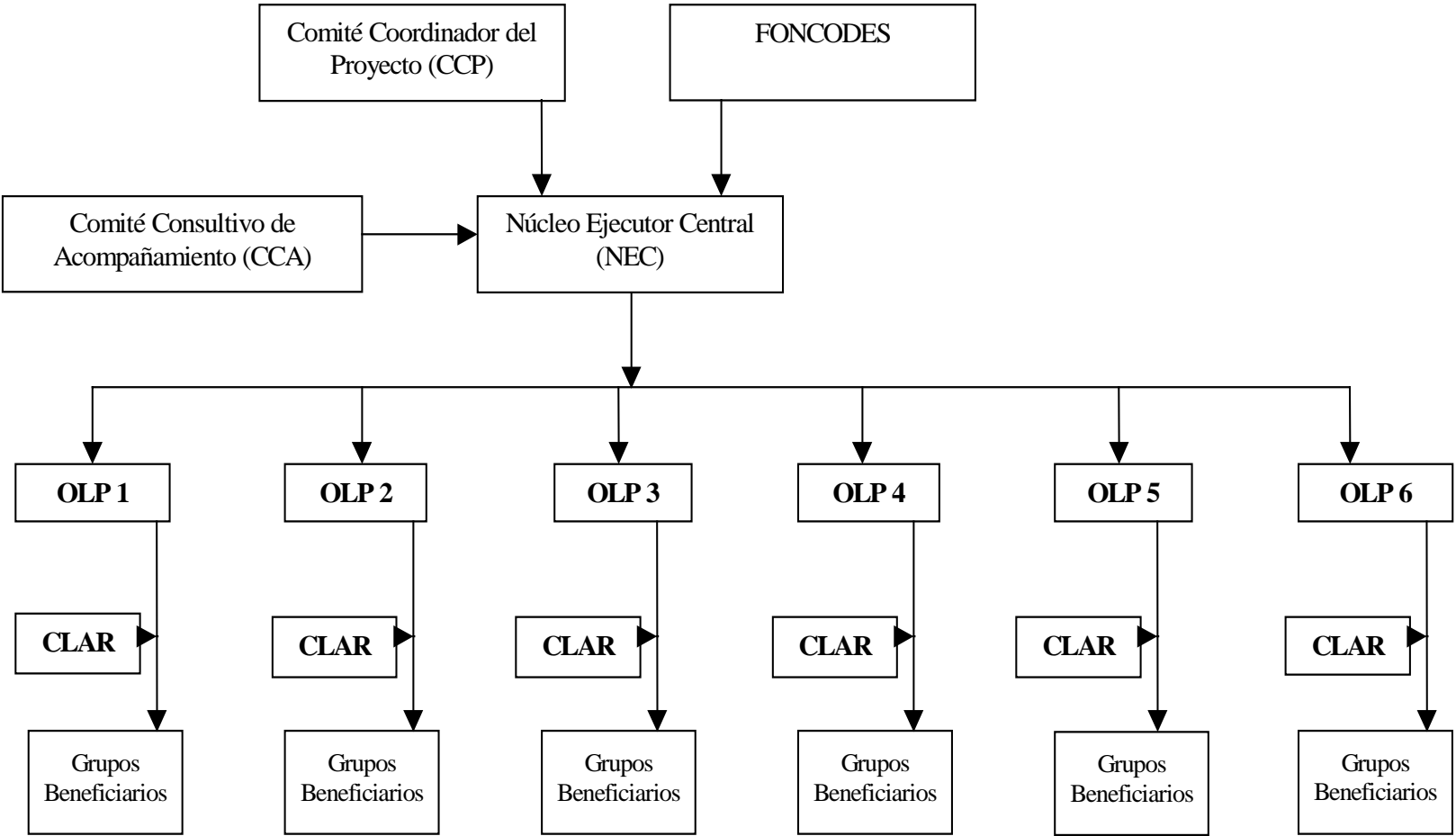
NARRATIVE	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	CRITICAL ASSUMPTIONS
<p>Strengthening of Local Markets</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Development of Local Business <ul style="list-style-type: none"> ▪ Local development investments ▪ Cofinancing investments in cultural heritage environment and communication support ▪ Cost-sharing of TA ▪ Promotion and dissemination ▪ Cost-sharing contracts ▪ 145 competitive awards ▪ 145 groups of entrepreneurial women ▪ 145 awards to best providers of TA ▪ 100 scholarships ▪ 500 temporary day-care facilities <p>Support to Rural Financial Intermediation</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Inclusion in the formal financial market <ul style="list-style-type: none"> ▪ Financial education workshops ▪ Personal savings support ▪ Incentives for opening saving accounts ▪ Incentives for maintaining saving accounts (increased average outstanding balances) ▪ Capitalization awards ▪ Strengthening of savings self-help groups ▪ Trained specialized promoters/collectors for savings mobilization. ▪ Pro-Poor financial innovations ▪ Initiate competitions for development of improved products, services, processes or market niches ▪ Promotion, dissemination and training workshops 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 20 municipal initiatives implemented in provincial capitals ▪ 50 initiatives implemented in rural hamlets ▪ 18 migrant association initiatives ▪ 48 special interest group initiatives ▪ 400 farmer organizations and 160 micro-enterprises ▪ 800 families, 1 920 rural women, 4 480 men farmers, 640 women microentrepreneurs, 960 microentrepreneurs ▪ 1 680 contracts signed by 560 organizations ▪ 1 000 TA providers contracted, of which 250 are women; ▪ 100 TA providers trained, of which 30 are women <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 500 women trained in the administration of their personal finances ▪ 2 500 women with savings accounts in legal financial institutions, with an average outstanding balance of USD 636 ▪ 500 women saving; self-help groups supported (groups of five) ▪ 1 800 women organized ▪ 90 women undertake study tours <ul style="list-style-type: none"> ▪ 15 financial innovations or pro-poor IFI projects implemented and sustained ▪ 12 workshops 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Signed contracts ▪ Community organization reports ▪ Study tours reports ▪ Technical and supervision reports ▪ Written records ▪ Progress and implementation reports <ul style="list-style-type: none"> ▪ Banking Authority reports ▪ IFI reports ▪ Technical and supervision reports ▪ Client satisfaction study <ul style="list-style-type: none"> ▪ IFI's audited accounts; ▪ Banking Authority's financial indicators (efficiency, portfolio quality, financial sustainability, depth and breadth of outreach) ▪ Client retention rate ▪ Ad hoc reports and documentation on financial innovations implemented ▪ Banking Authority-controlled IFI operational manuals ▪ Project technical reports. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Clear and predictable "rules-of-the-game" ▪ Honest administrative and judicial system ▪ Non-financial service providers interested in participating <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formal financial service providers interested in participating ▪ Potential beneficiaries interested in a formal savings mechanism <ul style="list-style-type: none"> ▪ IFIs board commitment; ▪ Available cofinancing resources from IFIs; ▪ Adequate IFI equity level and liability structure ▪ Banking regulations conducive to innovative market-led microfinance operations.



NARRATIVE	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	CRITICAL ASSUMPTIONS
<p>Management of knowledge and Cultural Assets</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Collection and classification of knowledge <ul style="list-style-type: none"> ▪ Preparation of site maps ▪ 12 training events ▪ 29 local-knowledge workshops ▪ 23 local consultations ▪ Two project exchanges ▪ Registry of local experts ▪ Community planning ▪ Local consultation services ▪ Calendar of festivities and fairs ▪ Communal diaries ▪ Entrepreneurial life stories ▪ Traditional artisanal workshop support ▪ Financial services studies ▪ Gender studies and support ▪ Staff training ▪ Baseline survey ▪ Preparation of impact indicators ▪ Beneficiary individual registries ▪ Dissemination of information <ul style="list-style-type: none"> ▪ 30 cultural projects ▪ Access to communications ▪ Publications 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 276 participating organizations ▪ 300 rural animators trained in NRM and community planning ▪ 29 knowledge management events with 300 participants, of which 75 are women; ▪ 23 local consultation workshops with 240 participants, of which 120 are women ▪ 32 specialized studies ▪ Five working documents ▪ Six registries ▪ Two festivity calendars 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Maps, graphics and other visual aids ▪ Local expert registries ▪ Written records ▪ Notes and written records in mass media ▪ Publications ▪ Baseline data ▪ Impact ▪ Supervision report 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Beneficiaries' willingness to share their knowledge
<p>Project Management</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Establishment of CEN ▪ Establishment of PIU ▪ Staff recruitment (project director, component specialists and administrative staff). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Attainment of annual targets ▪ Budget allocations ▪ Impact identified and reached 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Annual work programmes and budgets ▪ Progress reports ▪ Mid-term and completion evaluations ▪ Audit reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autonomy ▪ Implementation authority



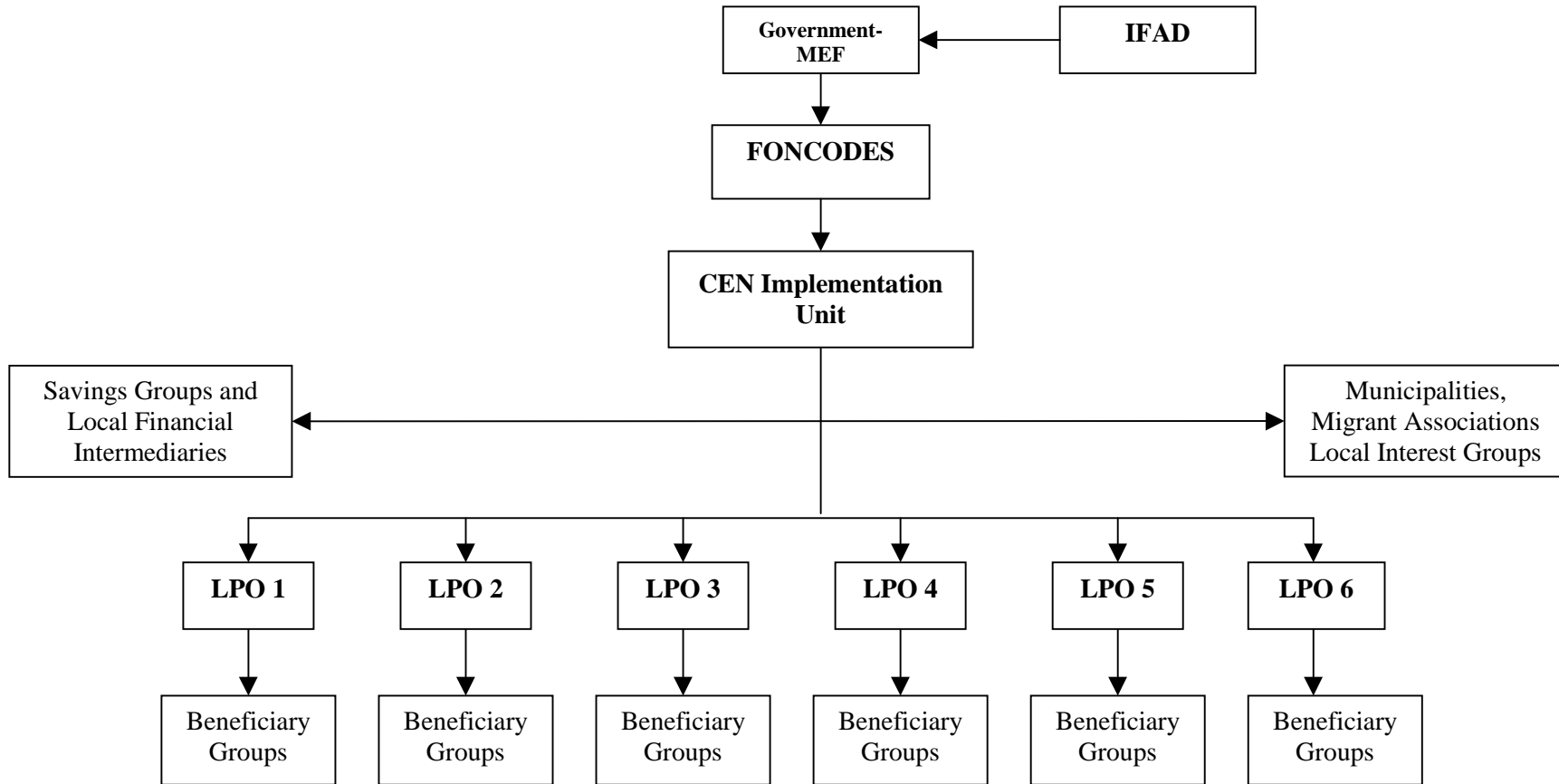
ORGANIZATION AND MANAGEMENT



9

OLP = Oficinas Locales de Proyectos
CLAR = Comité Local de Asignación de Recursos

FLOW OF FUNDS



7



ANÁLISIS DE GÉNERO

Diagnóstico	Enfoques y mecanismos propuestos en el Proyecto	Resultados esperados
<p>1. CIUDADANÍA Propiciar la plena ciudadanía de hombres y mujeres (alfabetización, acceso a la educación formal, documentos de identidad).</p> <ul style="list-style-type: none"> • El 37,8% de las mujeres del área del Proyecto son analfabetas respecto a tan sólo el 7% de los hombres. • El 62% de las mujeres tienen otro idioma como lengua nativa. • Las jefas de hogar representan el 24,8%. • El 28% de las mujeres son económicamente activas. • 28 000 mujeres conducen unidades agropecuarias. • Los indicadores de desarrollo humano muestran una doble discriminación de la población femenina, como mujeres y como campesinas/indígenas. • Se han identificado grandes potencialidades en las mujeres para desarrollar sus iniciativas sociales, organizativas, culturales y económicas. • Las mujeres aymaras de las provincias de Puno (Chucuito, Collao y Yunguyo) tienen un fuerte liderazgo en la transformación y comercialización de productos agropecuarios y no agropecuarios, vinculándose con las principales ciudades del área del Proyecto. Se trata de una forma de ejercer ciudadanía (a través de la toma de decisiones, la autonomía en el desplazamiento y en el manejo económico, la construcción de relaciones sociales) plenamente reconocida. 	<p>Enfoque</p> <ul style="list-style-type: none"> • El Proyecto no promoverá directamente la alfabetización y el acceso a la educación formal puesto que existen varias otras intervenciones del Gobierno peruano al respecto, en el marco de la estrategia de lucha contra la pobreza. Es necesario tomar en cuenta que estos temas no son inmediatamente inherentes a los objetivos y la estrategia del presente Proyecto. • De manera consistente con el Plan de Acción para las Mujeres Rurales del Ministerio de la Mujer y el Desarrollo Social (MIMDES), el Proyecto propiciará la ciudadanía a través de: i) el apoyo a la obtención de documentos de identidad, particularmente de las mujeres; ii) el reconocimiento legal de grupos y microempresas femeninas y mixtas; y iii) el acceso a servicios de asistencia técnica y financiera, visibilizando en todo el proceso (desde la identificación de los servicios a su ejecución y evaluación) a las mujeres como interlocutoras directas de dichos servicios y como actoras relevantes para el desarrollo local. • Si bien se considera el porcentaje de mujeres que, oficialmente, es jefa de hogar, el Proyecto no limitará su apoyo sólo a ellas, sino que estimulará las iniciativas tanto de las mujeres solas como de las que tienen una pareja visible. • Adicionalmente, y como elemento novedoso del Proyecto, se estimulará la recolección y valoración de los conocimientos y prácticas de las mujeres rurales como parte fundamental del capital de conocimiento que refuerza la identidad local y el sentido de pertenencia como ciudadanas. <p>Mecanismos</p> <p>En el componente de Manejo de Recursos Naturales (MRN)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apoyo a la titulación de tierras, a través de la asistencia técnica que las mujeres podrán contratar vía las organizaciones campesinas y los grupos femeninos reconocidos. Se establecerán coordinaciones con el Programa de Titulación y Registro de Tierras (PTRT) financiado por el BID. • Apoyo al mejoramiento de los activos físicos y naturales, como parte de la valorización de la propiedad familiar y colectiva, a través de los concursos de MRN. • Facilidades explícitas para que las mujeres, en sus grupos, o de manera asociada con los varones, presenten sus propias ideas de MRN y sus demandas de asistencia técnica al respecto. • Asignación de premios para iniciativas de MRN lideradas por mujeres o en los que las mujeres participantes hayan sido mayoría (y otros premios previstos en el ámbito de iniciativas de grupos mixtos). 	<p>Beneficiarias directas previstas en los distintos componentes del proyecto:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 250 mujeres conductoras de hogares y 6.300 mujeres en hogares mixtos. Un total de 8 550 mujeres (56%) en MRN. • 1 920 mujeres (30%) de asociaciones y grupos de productores. • 640 mujeres (40%) de micro y pequeñas empresas. • 2 500 mujeres (100%) con cuentas de ahorro, y capacitadas por sus gestiones colectivas. • 1 800 mujeres (100%) en otras formas de organización que reciben incentivos para el ahorro (grupos de auto-ayuda informal). • 120 mujeres (25%) en grupos de interés involucradas en las inversiones para el desarrollo local. • 200 mujeres campesinas (40%) en giras de intercambio.



Diagnóstico	Enfoques y mecanismos propuestos en el Proyecto	Resultados esperados
	<ul style="list-style-type: none"> • Identificación y registro de las mujeres y los hombres que participarán en los concursos, contratarán asistencia técnica y participarán en la capacitación de campesino a campesino, como una forma de personalizar y valorizar las iniciativas de MRN por parte de ciudadanas y ciudadanos. <p>En el componente de Fortalecimiento de Mercados Locales</p> <p><i>En el subcomponente de Desarrollo de Negocios Locales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Apoyo a la obtención de documentos formales (carnet de identidad, personería jurídica, registros sanitarios y registros de otra naturaleza indispensables para el desarrollo de negocios) a través de la asistencia técnica. Apoyo a la formalización y consolidación de los emprendimientos de las mujeres y mixtos. • Facilidades explícitas para que las mujeres, en sus grupos, o de manera asociada con los varones, presenten sus propias ideas de negocios rurales y sus demandas de asistencia técnica al respecto. • Asignación de premios para negocios liderados por mujeres o por grupos conformados mayoritariamente por mujeres (y otros premios previstos en el ámbito de iniciativas de grupos mixtos). • Identificación y registro de las mujeres y los hombres que desarrollarán negocios, contratarán asistencia técnica y participarán en los concursos, como una forma de personalizar y valorizar la participación de ciudadanas y ciudadanos en el desarrollo de negocios locales. <p><i>En el subcomponente de Apoyo a la Intermediación Financiera</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Desarrollo de capacidades y vinculación institucional con el propósito de conectar los pobres rurales, y particularmente las mujeres, con las finanzas formales, y mejorar su inclusión social como ciudadanas. <p>En el componente de Gestión del Conocimiento y Activos Culturales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reconocer y valorizar los saberes y las habilidades de las mujeres en el MRN, el desarrollo de negocios, las expresiones culturales y otras iniciativas, es uno de los medios innovativos propuestos por el Proyecto para visualizarlas y afirmarlas como ciudadanas. 	<ul style="list-style-type: none"> • 250 mujeres proveedoras de servicios (25%) que firman contratos. • 30 mujeres (30%) entre los proveedores de servicios capacitadas y actualizadas. • 75 mujeres (25%) entre los animadores rurales • 55 mujeres (25%) capacitadas entre los expertos locales • 90 mujeres en giras de intercambio (experiencias de ahorro). • 215 mujeres participantes en eventos participativos, autoevaluaciones y consultas locales • 150 mujeres (50%) participantes en concursos de iniciativas culturales. • Mujeres con documentos formales que atestiguan su identidad y reconocen sus propiedades. • Mujeres con documentos formales que les permiten realizar sus negocios en los mercados • Mujeres con emprendimientos formalizados y reconocidos . • Mujeres que toman decisiones respecto a las iniciativas que consideran indispensables para su propio desarrollo.





Diagnóstico	Enfoques y mecanismos propuestos en el Proyecto	Resultados esperados
		<ul style="list-style-type: none"> • Mujeres que acceden a servicios de asistencia técnica y servicios financieros en las condiciones de mercado. • Mujeres cuyas capacidades y conocimientos son reconocidos, estimulándose su autoestima, sentido de identidad y pertenencia. • Hombres que reconocen y valoran las iniciativas de las mujeres, y su capacidad de desenvolvimiento y ejercicio de derechos como ciudadanas.
<p>2. ACCESO A ASISTENCIA TÉCNICA Brindar apoyo a iniciativas de aprendizaje, de negocios y de apoyo técnico y comercial, promoviendo el acceso de las mujeres a los servicios técnicos</p> <ul style="list-style-type: none"> • Las mujeres tienen un limitado acceso a la información. • Sólo esporádicamente reciben servicios de capacitación y extensión. • En pocos casos se les consulta respecto a sus necesidades de capacitación y extensión. • Tienen dificultades en movilizarse para asistir a eventos de capacitación lejos de su hogar. • La asistencia técnica canalizada privilegia la introducción de tecnologías, y no de rescate y/o transmisión de conocimientos y capacidades de manejo. • El conocimiento de las mujeres respecto a las tecnologías tradicionales y su capacidad de manejarlas no ha sido suficientemente tomado en cuenta. • Los proveedores de asistencia técnica y los capacitadores han privilegiado a los hombres bajo el supuesto que las mujeres estarían menos abiertas a la adopción de nuevas recomendaciones. • Sin embargo, existen experiencias valiosas de acceso de las mujeres a servicios de asistencia técnica y capacitación particularmente en las áreas donde anteriormente operó el Proyecto FEAS y donde opera actualmente el Proyecto MARENASS. 	<p>Enfoque</p> <ul style="list-style-type: none"> • El Proyecto tomará en cuenta las actividades y los negocios que las mujeres ya desarrollan como parte de las estrategias personales y familiares, reconociendo sus habilidades y conocimientos al respecto. • Sin embargo, también se incentivarán iniciativas novedosas en las que las propias mujeres decidan invertir. • En ambos casos se identificarán y respetarán las demandas de las propias mujeres. • Se respetarán los arreglos organizativos que las mujeres consideren más apropiados para el desarrollo de sus negocios. • Se canalizarán incentivos ligados a la toma de decisiones, el manejo de la chequera, la capacidad de iniciativa y creatividad, y el deseo por capacitarse. <p>Mecanismos <i>En el componente de Fortalecimiento de Mercados Locales</i></p> <p><i>En el subcomponente de Desarrollo de Negocios Locales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Estrategias de información y comunicación dirigidas ad hoc a las mujeres en las fases de promoción y difusión del proyecto. • Fortalecimiento de la capacidad de los proveedores de servicios para responder a las demandas de las mujeres y apoyar el éxito de sus negocios (premios en los concursos para asociaciones entre mujeres y oferentes, posibilidad de acceder a fondos concursables para becas, pasantías, giras de intercambio y otros). 	<ul style="list-style-type: none"> • Mujeres con capacidad de decisión y con ideas creativas en cuanto a negocios rurales se refiere. • Mujeres con capacidad de contratación y supervisión de los servicios de asistencia técnica. • Mujeres que muestran haber mejorado sus ingresos económicos y tener acceso a mercados. • Condiciones más equitativas en las relaciones de género en la familia a partir del reconocimiento de los hombres acerca de la habilidad de las mujeres para los negocios, y sus aportes a los ingresos y el bienestar familiar.



Diagnóstico	Enfoques y mecanismos propuestos en el Proyecto	Resultados esperados
<ul style="list-style-type: none"> Existen demandas específicas de las mujeres en asistencia técnica sobre todo con relación a las actividades y los negocios que ellas están desarrollando actualmente. Sin embargo, también se detectan demandas orientadas a nuevos negocios. 	<ul style="list-style-type: none"> Inclusión de las mujeres en los Comités Locales de Asignación de Recursos (CLAR) para involucrarlas en la toma de decisiones sobre la inversión pública. Inclusión en los criterios de elegibilidad de los planes de negocio de: I) un padrón desagregado de hombres y mujeres (no se registrará la familia de manera indiferenciada), y ii) el compromiso que entre los titulares de la cuenta que habilitará la organización haya por lo menos una mujer. Incentivos a través del 50% del monto máximo del subsidio establecido por familia. Asignación de premios a la participación y liderazgo de las mujeres 	
<p>3. ACCESO A SERVICIOS FINANCIEROS Garantizar el acceso equitativo de hombres y mujeres a los servicios financieros.</p> <ul style="list-style-type: none"> Las mujeres tienen un limitado acceso a los servicios financieros incluyendo los mecanismos de ahorro. Las ONG han desarrollado iniciativas en el campo de las microfinanzas que han involucrado a las mujeres (p.ej. Bancos Comunes). Se ha constatado el interés de las mujeres para disponer de: i) servicios financieros diversificados y con costos de transacción más bajos; ii) posibilidades de ahorro diferentes de las tradicionales limitadas normalmente a la tenencia de ganado menor; y iii) recursos para inversión familiar en momentos claves del ciclo de vida (p.ej. educación de los hijos, salud de la familia, etc.) 	<p>Enfoque</p> <ul style="list-style-type: none"> El propósito del subcomponente consiste en mejorar en condiciones de mercado el acceso de los pobres rurales, y particularmente de las mujeres, a servicios populares de captación del ahorro, micro-seguros, transferencias monetarias bancarias y manejo de remesas, así como otros servicios financieros, incluyendo el microcrédito. Se apunta a incentivar y premiar la demanda y el uso de servicios de ahorro formal, como un producto financiero explícitamente diseñado para la mujer rural activa. <p>Mecanismos</p> <p>En el componente de Fortalecimiento de Mercados Locales</p> <p><i>En el subcomponente de Apoyo a la Intermediación Financiera</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Cuenta Personal de Capitalización (CPC) diseñada para permitir el acceso de la mujer rural a servicios de captación de depósitos en instituciones formales. Capacitación a través de talleres de educación financiera. Grupos de auto-ayuda informales a los que se canalizarán recursos para micronegocios. Mecanismos competitivos de concurso para cofinanciar los gastos incrementales de las IFIs interesadas en desarrollar productos financieros innovadores orientados particularmente a las mujeres, aperturar nuevas agencias en pequeñas ciudades y pueblos no atendidos. 	<ul style="list-style-type: none"> Mujeres con posibilidad de acceder a servicios financieros de distinta naturaleza. Existencia de una oferta financiera de productos innovadores orientados a los pobres y, particularmente, a las mujeres.



Diagnóstico	Enfoques y mecanismos propuestos en el Proyecto	Resultados esperados
<p>4. ACCESO A LA TOMA DE DECISIONES Promover el acceso de las mujeres a los cargos directivos en el ámbito de las organizaciones económicas y empresas rurales, las comunidades campesinas y otros órganos de gobierno local.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En el área del Proyecto, a través de programas de asistencia social, las mujeres están organizadas en Clubes de Madres, Comedores Populares y Vasos de Leche. • Se muestra la presencia de algunos grupos de mujeres en los gremios campesinos nacionales como la Confederación Campesina del Perú (CCP) y la Confederación Nacional Agraria (CNA). • Algunas organizaciones de mujeres están actualmente involucradas en las Mesas de Concertación locales y en los Consejos de Desarrollo Distritales. • Si bien el acceso de las mujeres a cargos directivos en las tradicionales organizaciones de base (Comunidades Campesinas, Juntas de Regantes) es aún limitado, cada vez más destaca un fuerte liderazgo femenino en los negocios y actividades comerciales, y en el surgimiento de emprendimientos formales e informales de mujeres y mixtos. • La participación de las mujeres en cargos locales (Alcaldías distritales y provinciales) es del 28% . 	<p>Enfoque</p> <ul style="list-style-type: none"> • El Proyecto no estimulará la creación de organizaciones de mujeres ad hoc sino respetará los grupos y asociaciones existentes, femeninos o mixtos. En particular respetará las decisiones de las mujeres en cuanto a los arreglos organizativos que ellas vean más adecuados para desarrollar iniciativas de MRN, negocios rurales y grupos de auto-ayuda. • Se estimulará la participación activa de las mujeres en la toma de decisiones que conciernen a las inversiones del Proyecto, y el manejo directo de los recursos monetarios a través de las chequeras y las cuentas de ahorro. <p>Mecanismos</p> <p>En el componente de Manejo de Recursos Naturales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participación de las mujeres en el CLAR. • Participación de las mujeres en los jurados. • Titularidad para el manejo de la cuenta. <p>En el componente de Fortalecimiento de Mercados Locales</p> <p><i>En el subcomponente de Desarrollo de Negocios Locales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Participación de las mujeres en el CLAR. • Participación de las mujeres en los jurados. • Titularidad para el manejo de la cuenta. <p><i>En el subcomponente de Apoyo a la Intermediación Financiera</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Titularidad y manejo directo de las cuentas de ahorro. • Manejo de los grupos de auto-ayuda informal. <p>En el componente de Gestión del Conocimiento y Activos Culturales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Estímulos a la participación activa de las mujeres en los momentos de construcción del conocimiento, planificación y autoevaluación. • Estímulos a la sistematización de historias de vida de las mujeres y sus grupos, identificando las lecciones exitosas. 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacidad de toma de decisiones y manejo de recursos por parte de las mujeres. • Visualización de la importancia de la presencia de las mujeres en las organizaciones y el desarrollo local.

Diagnóstico	Enfoques y mecanismos propuestos en el Proyecto	Resultados esperados
<p>5. ALIVIO DEL ROL DOMÉSTICO</p> <p>Brindar facilidades para apoyar a las mujeres en su rol doméstico, cuidado de sus hijos así como acciones ahorradoras de trabajo doméstico.</p> <p>En el área de cobertura las mujeres rurales:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participan directamente en el manejo de los sistemas de producción y, por tanto, de los recursos naturales. • Juegan un rol relevante en la crianza del ganado como <i>una</i> de las actividades predominantes del área del Proyecto. • Son las principales responsables de la conservación y el manejo de las semillas de los cultivos andinos. • Juegan un rol importante en la transformación y comercialización de productos. • Aportan sustancialmente a la generación de los ingresos familiares. <p>Además:</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mano de obra de las mujeres es utilizada de manera extensiva y simultánea en las actividades productivas, domésticas y comunales. • La participación en estas actividades implica cargas de trabajo adicionales para las mujeres respecto a los hombres. • Los proyectos frecuentemente introducen nuevas actividades que incrementan las labores de las mujeres. 	<p>Enfoque</p> <ul style="list-style-type: none"> • El Proyecto actuará tanto desde el punto de vista de facilitar el desarrollo de las iniciativas de las mujeres, disminuyendo el tiempo necesario y mejorando las prácticas, como desde el punto de vista de aliviar una parte de la carga de trabajo doméstico particularmente con relación al cuidado de los niños. <p>Mecanismos</p> <ul style="list-style-type: none"> • El Proyecto incluye en todos los componentes la identificación, el reconocimiento y la valoración de actividades desarrolladas por mujeres en las que se ponen en práctica sus conocimientos y habilidades. • Las iniciativas a ser financiadas, tanto en MRN como en negocios locales y acceso a los servicios financieros, implican un mejor uso del tiempo para las mujeres, disminuyendo los costos de transacción, y mejorando la eficacia y eficiencia de las prácticas. Ver al respecto la combinación de los criterios de elegibilidad de las iniciativas. • Se facilita el acceso y la transparencia de la información en todos los procesos que se apoyarán, disminuyendo el tiempo necesario para disponer de datos útiles para el desarrollo de las iniciativas. • Se dispondrá de guarderías temporales para facilitar el acceso de las mujeres a los eventos de capacitación, los servicios de asistencia técnica, las pasantías y las giras de intercambio. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mujeres aliviadas en la carga doméstica de cuidado de los niños en las ocasiones en que se van capacitando y participando en la toma de decisiones. • Mujeres con mayor tiempo a disposición para la implementación de sus iniciativas.



Diagnóstico	Enfoques y mecanismos propuestos en el Proyecto	Resultados esperados
<p>6. OTROS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proponer otras actividades que garanticen que la totalidad de los actores involucrados en el desarrollo del Proyecto conozcan y operen de acuerdo al enfoque de género • Los presupuestos de los proyectos en general no proveen información acerca de las intervenciones focalizadas. • Existe una limitada información desagregada por género en el área del Proyecto. • Los proyectos no generan suficiente información desagregada por género. • Los sistemas de seguimiento y evaluación tienden a ser complejos, poco útiles particularmente para la toma de decisiones y el monitoreo de los beneficiarios y los actores locales. • El personal de los proyectos no cuenta con una suficiente preparación en la aplicación del enfoque de género. • Se muestra una implementación descoordinada y una cierta duplicación de los programas sociales. 	<p>Enfoque</p> <ul style="list-style-type: none"> • El Proyecto propone mecanismos novedosos en la gestión del conocimiento, los mismos que no se limitan a la aplicación tradicional del seguimiento y la evaluación, ni a la definición de una sola responsable de género para toda la ejecución <p>Mecanismos</p> <ul style="list-style-type: none"> • El Proyecto incluye un presupuesto con partidas focalizadas y diferenciadas para las mujeres. • El Proyecto, a través del componente de Gestión de Conocimiento y Activos Culturales, contribuirá a generar información cuantitativa y cualitativa desagregada que sea de utilidad para entender los procesos de construcción y uso del conocimiento, identificar las lecciones aprendidas y definir los principales resultados obtenidos. • El Proyecto realizará un seguimiento individualizado, a través de fichas de registro ad hoc, de las iniciativas de hombres y mujeres en el MNR y en los negocios. • El Proyecto no incluye en la Unidad Ejecutora del Proyecto una responsable de género por cinco motivos: i) las experiencias con este tipo de cargo tienden a marginar la asunción de los aspectos de género; ii) se han diseñado criterios de equidad y mecanismos de discriminación positiva relativamente simples en todos los componentes; iii) está prevista una asesoría de género especializada a ser contratada externamente; iv) se plantean contrataciones de personal que se basen en criterios de competencia de género; y v) se prevé un proceso de formación del personal. • Se incluyen mecanismos de coordinación descentralizados particularmente con proyectos que pueden ser complementarios. Se enfatizará la coordinación con los programas sociales que implican la alfabetización de las mujeres, la atención a la salud reproductiva y a la violencia familiar, las acciones en contra de la desnutrición como una forma de incidir en el desarrollo humano de las mujeres desde distintas perspectivas 	<p>Un proyecto funcionando en una perspectiva de género con criterios y mecanismos suficientemente claros, un personal comprometido y adecuadas relaciones de coordinación</p> <p>Generación de conocimiento relevante para entender mejor las relaciones de género y las posibilidades efectivas de incidir en ellas desde un proyecto de desarrollo</p>

